

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1056

Artikel: Ne pas mettre tous les verts dans le même trou!
Autor: Hennet, Jean-Claude
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021060>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ne pas mettre tous les verts dans le même trou !

Jean-Claude Hennet

Secrétaire romand de l'Association suisse des transports (AST)

L'augmentation de la mobilité réjouit les nombreux groupes d'intérêts qui se nourrissent de tout ce qui bouge sur terre et dans l'air. Les affaires sont les affaires. Pendant ce temps, la qualité de l'air se dégrade, le bruit augmente, le gaspillage d'énergie se poursuit, les déchets (carcasses de voitures) s'accumulent et le cadre de vie se détériore.

Dans cette optique, il n'y a rien de choquant à entendre certains parler des nouvelles transversales à travers les Alpes (NLFA) comme d'un projet fou qui accentuera encore cette agitation insensée. Ceux qui s'opposent aux NLFA pour des raisons écologiques méritent autre chose que le mépris souvent affiché à leur égard, par une partie des médias notamment.

Cela dit, s'opposer aujourd'hui aux NLFA pour des motifs de protection de l'environnement constitue une erreur politique. Le parti écologiste suisse est tombé dans ce piège mais l'Association suisse des transports (AST) vient heureusement de l'éviter. Réunis en assemblée extraordinaire samedi dernier, les délégués des sections AST se sont opposés par 52 voix contre 28 au lancement du référendum sur les NLFA.

Ce choix me paraît juste pour les raisons suivantes:

- A ce jour, personne n'a présenté d'alternative crédible aux NLFA

- Les écologistes ne représentent pas une force politique suffisante pour empêcher un développement des réseaux routiers et autoroutiers ainsi qu'une augmentation du trafic motorisé privé. Sans les NLFA, cette évolution néfaste s'amplifierait encore

- Les mesures complémentaires aptes à provoquer une modification de la répartition modale au profit du rail sont certes insuffisantes dans l'arrêté sur les NLFA. Mais il reste 20 ans aux écologistes pour trouver une majorité politique en faveur de telles mesures. Prochain rendez-vous: l'initiative des Alpes

- Les véritables opposants aux NLFA, ce sont les camionneurs fridériciens. Ces derniers doivent certainement jubiler de voir qu'ils ne devront pas trop forcer leur opposition, laissant le parti écologiste se

brûler les ailes à effectuer ce «sale boulot».

En conclusion, les protecteurs de la nature qui s'opposent aux NLFA en disant, non sans arguments, «Nous avons raison !» me font penser à cet automobiliste qui avait fait inscrire sur sa tombe la mention suivante: «J'avais la priorité» ! ■

Un beau gâchis

Mario Carera

Coordinateur de la politique de développement de la Communauté de travail Swissaid - Action de Carême - Pain pour le prochain - Helvetas

Berne, samedi 12 octobre, 250 personnes au Kursaal, 80% de Suisses alémaniques, pour entériner le lancement du référendum contre l'adhésion de la Suisse au FMI. Des milieux d'Eglise, des tiers-mondistes et la mouvance d'extrême gauche (PSO, ex-POCH). En gros, trois arguments sont avancés contre l'adhésion de la Suisse: le FMI est le gendarme financier du capitalisme mondial et la Suisse sera son serviteur zélé. Ce système est injuste, pille le tiers monde, donc résistons et disons *non* au FMI et *non* à l'adhésion de la Suisse. Un *non* aussi, donc, de défiance envers la politique de la Suisse. Troisième raison du référendum: il faut débattre de cette adhésion, le peuple doit décider et le *non* du peuple suisse, pour des raisons de solidarité, retentira comme un cri d'espoir au sein des peuples opprimés du tiers monde. C'est la dimension messianique du référendum, croire qu'on va lancer un signe au monde entier.

Le scénario-gâchis est ainsi engagé. Le référendum va aboutir et, avec l'appui objectif de l'extrême droite nationaliste (Christoph Blocher, Otp Fischer), le peuple suisse refusera l'entrée de la Suisse au FMI. Le *statu quo* actuel, totalement insatisfaisant, sera entériné. La Suisse restera, avec Cuba, le Vatican, Saint-Marin et quatre ou cinq autres petits pays, le dernier à se singulariser en restant en dehors du FMI et de la Banque mondiale. Tout en continuant par ailleurs à financer certains de leurs programmes et en gagnant des commandes industrielles ou de service résultant de leurs crédits.

On pourrait brûler le FMI qu'une réalité resterait incontournable: les problèmes économiques du monde d'aujourd'hui — politique monétaire, désendettement, matières premières, ... — sont des problèmes globaux qui ne peuvent donc se résoudre que de façon globale et multilatérale. Autrement dit, si on brûle le FMI, il

faudra recréer un autre forum mondial tout de suite, c'est l'évidence même. Le FMI n'est qu'une organisation de 155 pays gouvernementaux, et n'est que le reflet des rapports de forces du monde, en fait en train d'être modifiés par les bouleversements à l'Est. Choisir ce moment pour rester en dehors de ce forum mondial universel, parce qu'il est anti-démocratique, c'est refuser de relever des défis stratégiques. Et mener des combats d'arrière-garde: dans dix ans, plus ou moins, nous serons membres de la CE qui aura entretemps avancé dans son unité politique et détiendra un siège, un seul mais puissant, au FMI (comme au Conseil de sécurité): nous serons *de facto* membre et assumerons nos responsabilités internationales. A l'inverse, pendant la période de récolte de signatures, nous allons cultiver notre jardin, notre *Sonderfall*, au nom de principes éthiques et politiques que je partage mais mal cadrés dans le monde actuel et à côté des enjeux stratégiques d'aujourd'hui. Un cri du cœur, mais un beau gâchis. ■

(Lire aussi sur ce sujet l'article à la page suivante.)

Dans mon bref commentaire de l'assemblée générale des banquiers, j'ai attribué à M. de Saussure cette phrase: «Moins l'Etat gêne la concurrence, mieux c'est. Mais l'économie doit également mettre en pratique cette concurrence.» Cette forte pensée a été prononcée en fait par le conseiller fédéral Kaspar Villiger, invité. C'est moins mieux comme ça.

AG

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb), François Brutsch (fb)

André Gavillet (ag), Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj), Charles-F. Pochon (cfp)

Forum: Michel Busch, Mario Carera,

Jean-Claude Hennet, Georges Kreis

Abonnement: 70 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 - CCP: 10-15527-9

Composition et maquette: Monique Hennin

Pierre Imhof, Françoise Gavillet

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens